



# Déclaration de la CGT-INRA au sujet de l'audit

## Conseil d'Administration de l'INRA - 7 avril 2011

Document réalisé le 07/04/11 consultable en intranet : <https://intranet.inra.fr/cgt> et en internet : <http://www.inra.cgt.fr/>

Syndicat National CGT-INRA : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'Ecole – Tél : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50 - Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr)

Beaucoup de choses ont été dites sur votre rapport lors du CTP du 11 mars. Cela s'est traduit par une motion adoptée par ce même CTP qui condamne votre audit, et demande à la direction générale de l'INRA de ne pas en retenir les recommandations. Je me bornerai à reprendre certains points pour éclairer les administrateurs sur la perversion et la nocivité de votre rapport.

**Le présupposé ; cet audit s'inscrit dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) et nous savons tous ici que l'objectif de la RGPP est de diminuer le nombre de fonctionnaires.** Vous nous avez affirmé lors du CTP que cet objectif ne résultait pas d'une demande du ministère et que vous aviez procédé en imaginant toutes les possibilités. Or la seule hypothèse qui constitue le fil conducteur de votre rapport est de fait la diminution du nombre de fonctionnaires et vous aboutissez inéluctablement à des économies chiffrées des ETP statutaires.

A ce moment de mon commentaire, une question importante se pose. Quel est votre degré réel d'indépendance ? Comment croire que le message gouvernemental d'affaiblissement des services publics ne vous ait pas atteint, vous qui agissez d'après une commande du premier ministre ? Dans le contexte actuel, il est peu probable que M. Fillon confie à un IGAENR une analyse qui n'aboutirait pas aux conclusions attendues à l'avance. Comment faites-vous pour anticiper *en toute indépendance* sans qu'on vous le demande les désirs du gouvernement ?

Ainsi tout devient clair et effectivement vos conclusions ne pouvaient pas être différentes. Je ne reviendrai pas sur vos choix de comparer centre par centre le nombre d'actes comptables et autres billes sans tenir compte des particularités locales. Le choix de l'*efficacité* par opposition à l'*efficacéité* témoigne là aussi du caractère tendancieux de votre analyse. L'*efficacité* vous permet de vous affranchir du contexte local. Quel est l'intérêt de mesurer l'*efficacité* du centre de Montpellier ancrée dans un système d'enseignement supérieur et de recherche Agronomique important (CIRAD, SUPAGRO, Universités, CNRS...) avec un centre comme Avignon où les autres EPST sont quasiment absents ?

A un moment on aurait pu croire à un éclair de lucidité de votre part lorsque vous constatez que la fusion Avignon Sophia n'a permis que de supprimer un seul ETP. On aurait pu s'attendre à la remise en cause de futures fusions, bien au contraire vous proposez de continuer le processus.

Cet audit peut se reproduire dans tous les services publics et la conclusion sera toujours la même ; diminuer le nombre de fonctionnaires, c'est le credo du gouvernement. Je voudrais cependant ajouter que **vos recommandations vont largement au-delà de la logique comptable que je viens de dénoncer, en préconisant une restructuration d'ampleur de l'Institut.**

La réorganisation territoriale de l'INRA que vous proposez par fusion de centres et création de grandes « plaques » de regroupements de centres percute directement l'organisation nationale de l'Institut. Les pouvoirs nouveaux que vous proposez de donner aux présidents de centre, avec la responsabilité budgétaire des unités, déposeraient les départements de recherches, **toute l'activité relevant ainsi d'une logique territoriale et non plus scientifique.**

Les recommandations qui s'adressent à la direction générale, si elles étaient suivies, auraient sans aucun doute pour conséquences inéluctables une augmentation de l'*efficacité*, au sens comptable et

bureaucratique du terme, mais une diminution de l'*efficacité* des fonctions supports et d'appuis à la recherche.

**Vous ignorez délibérément le rôle important que constituent les fonctions d'appuis et de supports pour les unités de recherche. Vous quantifiez ces fonctions mais derrière chaque activité, il y a des hommes et des femmes. Fusionner des centres, mutualiser des activités entraînent des dégâts collatéraux.**

L'opération Saclay qui impliquera la fermeture de plusieurs unités et la mutation de centaines de personnels ne peut se réduire à un acte comptable de gestion des ressources humaines.

Le temps n'est pas encore venu de se positionner sur vos recommandations mais j'invite d'ores et déjà les administrateurs à mesurer la catastrophe voulue par le gouvernement pour notre institut. Cet audit est censé servir de modèle pour les autres EPST. Nul doute qu'à l'INRA comme dans les autres EPST vous vous heurterez à la résistance des personnels, que la CGT fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider à amplifier.

Je voudrais conclure en élevant le débat : avez-vous lu le dernier rapport du médiateur de la république, Monsieur Jean-Paul Delevoy ? Il pointe la déshumanisation du service public qui pour lui est une conséquence de la RGPP. Dans votre rapport, vous ne parlez que des ETP à économiser de l'ordre de 387 à 416, savez-vous que derrière ces ETP il y a 1 200 personnes Femmes, Hommes qui œuvrent pour le service public, pour faire fonctionner les unités de recherche ? Vous participez consciemment ou inconsciemment, je vous laisse juge, à cette déshumanisation où la personne est réduite à une portion d'ETP. Avez-vous conscience que votre indicateur de « meilleure pratique » n'est qu'un résultat purement arithmétique ? ETP, « meilleure pratique » vous permet sans doute de vous affranchir de tout sentimentalisme voire d'humanité, mal venue, dans la comptabilité gouvernementale. J'imagine que vous vous réjouirez même du lancement du plan de formation aux risques psycho-sociaux à l'INRA qui accompagne la remise de votre rapport.

J'appartiens à une organisation syndicale qui place l'Homme au centre de son action. *Par son analyse, ses propositions et son action, elle agit pour que prévalent dans la société les idéaux de libertés, d'égalité, de justice, de laïcité, de fraternité et de solidarité.* Aujourd'hui comme hier, il est urgent de se réapproprier collectivement ces valeurs universelles et je constate avec beaucoup de tristesse mais sans étonnement que votre rapport s'inscrit dans une toute autre perspective. Réduire le service public pour détruire les solidarités, l'égalité, la justice sociale et amener la société à plus d'individualisme, bref à une régression sociale. C'est le sens fondamental de votre action et du gouvernement que vous servez.

Le ministère a regardé le dispositif de recherche de l'INRA avec la méthode McKinsey et vous assumez donc tout ce qu'elle implique au plan idéologique... Nous nous permettons en retour de regarder la méthode du ministère avec la grille de lecture de Naomi Klein (La stratégie du choc), Pierre Bourdieu (Ce que parler veut dire), Bernard Friot (L'enjeu des retraites), Stéphane Hessel (Indignez-vous), et Karl Marx (Le capital).

Au risque de choquer, cela nous conduit à dénoncer une violence sociale organisée par l'Etat et de plus en plus insupportable aux salariés de ce pays des droits de l'homme et attachés au service public conquis de haute lutte.